

JEREMY BOUSQUET

jeremy.bousquet1@unimes.fr

Né le 25 avril 1989 (Montpellier)



Maître de conférences – HDR en droit public *Nîmes Université*

Chercheur au Centre d'étude sur les Risques Chroniques et Emergents (CHROME – EA7352) *Nîmes Université*

Chercheur associé au Centre de recherches et d'études administratives de Montpellier (CREAM – EA 2038) *Université de Montpellier*

Directeur du Master Droit des collectivités territoriales - Droit public des affaires locales *Nîmes Université*

Co-directeur du DU Droit pénal fiscal *Nîmes Université*

CURRICULUM VITAE

THEMES DE RECHERCHE

- Droit des contrats administratifs
- Droit de la propriété publique
- Droit de la fonction publique

FONCTIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

2019 **Maître de conférences en droit public**, Nîmes Université

2018 – 19 **Enseignant – chercheur contractuel**, Université de Picardie - Jules Verne (262 h)

2017 – 18 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)**, Université de Montpellier (192 h)

2016 – 17 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)**, Université de Montpellier (192 h)

2015 – 16 **Vacataire**, Université de Montpellier

2012 – 15 **Doctorant contractuel avec charge d'enseignement**, Université de Montpellier

CURSUS ET DIPLOMES UNIVERSITAIRES

Juin 2024 **Habilitation à diriger des recherches** – Titre : *Le précédent judiciaire dans les conclusions des commissaires du gouvernement et des rapporteurs publics près le Conseil d'Etat. Etude à partir du droit des contrats administratifs*, 269 p. Ouvrage publié aux Editions L'Harmattan (déc. 2024).

Garante : Hélène HOEPFFNER

	<i>Jury</i> : Pascale DEUMIER (rapporteur) ; Pascale IDOUX ; Fabrice MELLERAY (rapporteur) ; Benoît PLESSIX (rapporteur).
Juin 2017	Doctorat en Droit public - Titre : <i>Responsabilité contractuelle et responsabilité extracontractuelle en droit administratif</i> , LGDJ, coll. « Bibliothèque de droit public », n° 310, 2019 (à compte d'éditeur). <i>Directeur de thèse</i> : Mme le Professeur Marion UBAUD-BERGERON. <i>Jury</i> : M. le Professeur Jean-François LAFAIX ; M. le Professeur François LICHÈRE ; M. le Professeur Philippe TERNEYRE ; M. le Professeur Guylain CLAMOUR ; Mme le Professeur Marion Ubaud-Bergeron. <i>Mention</i> : Félicitations du jury avec proposition aux prix de thèse et publication en l'état. <i>Distinctions</i> : Prix du tribunal administratif de Montpellier ; Prix de thèse de la Faculté de Droit et de Science Politique de Montpellier.
2012	Master 2 Droit public des affaires – Contrats Publics et Partenariats , Université de Montpellier.
2011	Master 1 Droit public général , Université de Montpellier.
2010	Licence Droit public , Université de Montpellier.
2009 – 12	Magistère Droit public des affaires , Université de Montpellier.
2007 – 09	Classe préparatoire aux grandes écoles (prépa ENS Cachan section droit, gestion et économie) , Lycée Mermoz (Montpellier).

RESPONSABILITES

1. RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

Directeur du Master *Droit public des affaires locales*, Nîmes Université, depuis 2020.

Directeur du *DU Droit et gestion des biens des collectivités territoriales*, Nîmes Université, à partir de 2026 (en création).

Co-directeur du *DU Transitions écologique et énergétique des collectivités territoriales*, Université, à partir de 2026 (en création).

Directeur du *DU Formation des élus pour la gestion des communes rurales*, Université, à partir de 2026 (en création).

Co-directeur du *DU Droit pénal fiscal*, Nîmes Université, à partir de 2025.

Responsable du concours de plaidoirie Jacques Cœur, Collèges de droit, Université de Montpellier 2021.

2. RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

Membre du comité de rédaction de la revue *Actualité Juridique de la Fonction publique* (AJFP - Dalloz).

Responsable de la partie « Contrats administratifs » au sein du *jurisclasseur administratif* (LexisNexis).

3. RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

Membre suppléant du Conseil de faculté *Droit – Economie – Gestion* Nîmes Université.

4. PARTICIPATION A DES JURYS

Président du jury du baccalauréat général 2025, Lycée Jean Moulin 1, Pézenas.

Concours externe et concours externe « talents », INSP, cas pratique portant sur les enjeux des transitions écologiques ou numériques, 2026 (*Correcteur*)

Concours externe et concours externe « talents », INSP, cas pratique portant sur les enjeux des transitions écologiques ou numériques, 2025 (*Correcteur*).

Concours externe et concours externe « talents », INSP, cas pratique portant sur les enjeux des transitions écologiques ou numériques, 2024 (*Membre du jury*).

Diplôme de notaire, INFN Montpellier, droit de l’immobilier, 2024.

Grand oral du Magistère Droit public approfondi 2024.

Président du jury du baccalauréat professionnel 2023.

Grand oral du Master 2 Contrats publics et partenariats 2018 et 2019.

Jurys de soutenance de thèse :

- M. BOGRA BOLA, *La convergence entre le droit administratif et le droit civil en matière contractuelle*, sous la direction de M. U. NGAMPIO-OBELE-BELE, 10 déc. 2024, Aix-Marseille Université ;
- Mme Sarata KANDE REYNAUD, *Le comportement des contractants : l’obligation de loyauté en droit des contrats administratifs*, sous la direction du Pr. F. LOMBARD, 18 déc. 2024, Aix-Marseille Université.

Encadrement et jurys de Validation des acquis de l’expérience :

- Mme Sarah FAURE, juin 2025
- M. Alexandre HIERNARD, 29 janvier 2025
- Mme Gaëlle SAURY, 28 nov. 2024

Comités de sélection MCF :

- Université de Lorraine, Faculté de droit, économie, administration de Metz 2025.

5. DIRECTIONS DE THESE

- J.-B. SEGUIN, *Recherche sur le contentieux administratif des actes algorithmiques*, Nîmes Université, en préparation depuis nov. 2021, contrat doctoral ;
- A. TOUACHE, *L’engagement bénévole, le volontariat et le temps de travail*, Nîmes Université, en préparation depuis nov. 2021, Contrat CIFRE Ecole Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers ;
- J. KOUNDI, *Le recrutement des agents publics au Gabon*, Nîmes Université, en préparation depuis sept. 2024 en co-direction avec le Pr. V. Thireau, financement par l’Agence Nationale des Bourses au Gabon ;
- I. E. AKINBODE, *Mitigating Global Health Disasters Through a More Intentional Legal Framework in International Law*, Nîmes Université, en préparation depuis nov. 2024, Bourse Campus France ;
- B. Junior TONGUINO, *Le cadre juridique de la commande publique en République de Guinée : analyses critiques des marchés publics et des partenariats publics-privés*, Nîmes Université, en préparation depuis déc. 2024, auto-financement.
- Y. HISSI, *La protection des données personnelles au sein des collectivités territoriales*, Nîmes Université, en préparation depuis octobre 2025, auto-financement.

ENSEIGNEMENTS

1. DROIT ADMINISTRATIF GENERAL

Droit administratif, Institut d’Etudes Judiciaires, Préparation à l’Examen d’entrée à l’Ecole des Avocats, Université de Montpellier, depuis 2023.

Cours magistral *Responsabilité administrative*, M1 AES parcours Management et prévention des risques, *Nîmes Université*, depuis 2022.

Séminaire *Droit de la sanction administrative*, M2 Droit de la sanction et de l'exécution des peines, *Université de Montpellier*, depuis 2021.

Cours magistral *Droit administratif*, L2 Administration économique et sociale, *Nîmes Université*, depuis 2019.

2. DROIT ADMINISTRATIF SPECIAL

Mises en situation, M2 Droit public des affaires locales, *Nîmes Université*, depuis 2025.

Séminaire *Droit de la propriété publique approfondi*, M2 Droit et contentieux publics, *Université de Montpellier* depuis 2023.

Séminaire *Contractualisme et unilatéralisme*, M2 Droit public des affaires locales, *Nîmes Université*, depuis 2019.

Cour magistral *Droit public des affaires*, L3 Droit public, *Nîmes Université*, depuis 2024.

Cours magistral *Droit administratif des biens*, L3 Droit public, *Nîmes Université*, depuis 2019.

Cours magistral *Droit administratif des biens*, L3 Droit public et droit privé, *Université de Picardie-Jules Verne*, 2018-2019.

Cours magistral de *Contentieux administratif*, M1 Affaires publiques, gestion publique locale et droit international et droit européen, *Université de Picardie-Jules Verne*, 2018-2019.

Séminaire *Droit public des affaires approfondi*, M2 Affaires publiques ; M2 gestion publique locale ; M2 Droit international et droit européen, *Université de Picardie-Jules Verne*, 2018-2019.

3. FINANCES PUBLIQUES

Cours magistral en L2 Droit, *Nîmes Université*, 2019-2021.

Cours magistral en L3 Droit, *Université Aïn-Shams*, (Le Caire – Égypte), 2019-2022.

Actualisation du cours sur *Université Numérique Juridique Francophone* (UNJF) (en collaboration avec le Professeur E. DOUAT et Mme M. DOREAU-TRANQUARD).

4. SCIENCE ADMINISTRATIVE

Cours magistral en M1 Droit public des affaires locales, *Nîmes Université*, depuis 2019.

5. DROITS EUROPEENS

Cours magistral *Politiques européennes*, M1 Droit public des affaires locales, *Nîmes Université*, depuis 2024.

Cours magistral *Droit de la convention européenne des droits de l'Homme*, M1 Droit public des affaires locales et M1 Enseignement clinique du droit des affaires, *Nîmes Université*, depuis 2023.

Cours magistral *Contentieux de l'Union européenne*, M1 Droit public des affaires locales, *Nîmes Université*, depuis 2022.

ACTIVITE DE RECHERCHES

1. OUVRAGES INDIVIDUELS

1. *Le précédent judiciaire dans les conclusions des rapporteurs publics. Etude à partir du droit des contrats administratifs*, L'Harmattan, coll. « Logiques juridiques », préf. H. HOEPFFNER, postface P. DEUMIER, déc. 2024, 346 p.
2. *Droit administratif des biens*, Ellipses, 2^e éd., avec Caroline Faure, à paraître, septembre 2026.
3. *Droit administratif des biens*, Ellipses, juill. 2022, 224 p.
4. *Responsabilité contractuelle et responsabilité extracontractuelle en droit administratif*, LGDJ, coll. « Bibliothèque de droit public », préf. M. UBAUD-BERGERON, n° 310, 2019, 611 p.

2. DIRECTION D'OUVRAGES

4. *State Liability for Breach of European Union Law. A comparative Study*, with L. NAVEL, Bruylant, coll. « Droit administratif / Administrative Law », en cours d'élaboration, à paraître sept. 2026.
5. *Les cinquante ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, avec M. BOUL, C. MEURANT, M. MORALES et R. RADIGUET (dir.), IFJD – Institut Louis Joinly, coll. « Colloques et essais », mars 2023. 208 p.
6. *L'action publique algorithmique*, avec S. HAMMOUDI et Th. CARRERE (dir.), Mare et Martin, février 2023, 215 p.
7. *Stabilité et droit administratif*, (dir.), éd. du CREAM, mars 2020, 346 p.

3. ARTICLES ET EDITOS DANS DES REVUES A COMITE DE LECTURE

4. « L'accident de trajet », *AJFP* 2026, à paraître.
5. « Le contentieux constitutionnel, révélateur des mutations du droit de la fonction publique », *AJFP* janv. 2026, à paraître.
6. « Laïcité, neutralité et Convention Européenne des Droits de l'Homme », *AJCT*, 2025, p. 636.
7. « La France guerrière et la fonction publique », *AJFP* 2025, p. 233.
8. « L'effet relatif des contrats, de nouveaux contrastes », *AJDA* 2024, p. 1737.
9. « La transition énergétique dans les sites et bâtiments culturels », *Juristourisme*, oct. 2023, p. 24.
10. « La constitution de sûretés réelles sur le domaine privé », *JCP Adm.* 2023. 2203.
11. « La protection fonctionnelle des proches des agents publics », *AJFP* 2023 p. 201.
12. « Un "dangereux précédent" », Edito *Newsletter du CREAM*, n° 55, déc. 2023.
13. « L'opposition à cession de l'Etat. L'exemple des biens privés grévés d'une affectation au service public », *RDP* n° 1-2022, p. 68.
14. « Adapter la responsabilité administrative aux enjeux climatiques », Dossier « La justice climatique », *JCP Adm.* 2021. 2208.
15. « Le volet environnemental de la loi ASAP, une régression », *AJCT* 2021, p. 74.
16. « La répétition de l'indu », Dossier « Les quasi-contrats », *AJDA* 2021, p. 320
17. « Résister au développement des mécanismes punitifs en droit des contrats administratifs », *RDP* n°6-2020, p. 1447.

18. « L'effet relatif des contrats administratifs. A propos de quelques décisions récentes ». *RFDA*, n° 3, mai-juin 2020, p. 443.
19. « Faut-il revoir la dualité fonctionnelle du Conseil d'Etat ? L'institution dans la tourmente de la crise sanitaire », *JCP Adm.* n° 17, 27 avril 2020, act. 251
20. « La privatisation d'ADP à l'épreuve de la crise sanitaire », Edito *Newsletter du CREAM* avr. 2020.
21. « Les nouvelles règles relatives à la cession du patrimoine ferroviaire », *AJCT* 2020, p. 205.
22. « Les fondements de l'action en responsabilité en présence d'un contrat administratif », *AJDA* 2019, p. 2535.
23. « Le principe de la relativité de la faute contractuelle en droit administratif », *RFDA*, 2018, n° 6, p. 1041.
24. « Le périmètre de la protection fonctionnelle des agents publics », *Dr. adm.*, 2018, n° 11, p. 21.
25. « Les conditions d'exercice du droit de retrait dans la fonction publique », *AJFP* 2018, n° 4, p. 190.
26. « Responsabilité contractuelle et sanction de l'irrégularité d'un contrat administratif : pour une autonomisation », *Contrats et Marchés publ.*, 2018, n° 4, p. 5.
27. « Clientèle propre et domaine public : quand un cépage peut sublimer un terroir », *Contrats et Marchés publ.* 2014, n° 5, p. 13.

4. CHAPITRES D'OUVRAGES

28. « General Overview of State Liability Systems for Breach of European Union Law », in J. BOUSQUET, L. NAVEL (eds.), *State Liability for Breach of European Union Law. A comparative Study*, Bruylant, coll. « Droit administratif / Administrative Law », à paraître sept. 2026.
29. « Luxembourg Liability for Breach of European Union Law », in J. BOUSQUET, L. NAVEL (eds.), *State Liability for Breach of European Union Law. A comparative Study*, Bruylant, coll. « Droit administratif / Administrative Law », à paraître sept. 2026.
30. « Commentaires des articles 4, 5 et 6 de la directive 2014/24/UE », L. COUTRON, Y. MARIQUE, K. WAUTERS (dir.), in *Commentaire article par article de la directive Marchés publics 2014/24/UE*, Bruylant, à paraître 2026.
31. « Le soutien public aux dépenses publiques locales d'énergie », in J.-Ch. ROTOULLIE et F. TARLET (dir.), *Energie et propriété publique*, IFJD – Institut Louis Joiney, coll. « Colloques et essais », 2025, p. 45.
32. « Le droit privé administratif et contrats des personnes publiques », avec M. UBAUD-BERGERON, in A. JACQUEMET-GAUCHE, I. MICHALIS (dir.), *Le droit privé administratif*, IFJD – Institut Louis Joiney, coll. « Colloques et essais », 2025, p. 109.
33. « Sanctions administratives et amendes prononcées par le juge administratif », in BOURDON et L. JANICOT (dir.), *Les sanctions administratives : identité(s), pouvoir(s), contrôle(s)*, Lextenso, coll. « LEJEP », 2024, p. 41.
34. « Le poids économique dans la jurisprudence du bilan », in M. BOUL, J. BOUSQUET, C. MEURANT, M. MORALES et R. RADIGUET (dir.), *Les cinquante ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, IFJD – Institut Louis Joiney, coll. « Colloques et essais », 2023, p. 113.
35. « Avant-propos », in J. BOUSQUET, Th. CARRERE S. HAMMOUDI (dir.), *L'action publique algorithmique*, Mare et Martin, 2023, p. 13.
36. « Autorité de la chose jugée au pénal et contrôle de cassation du Conseil d'État », in *L'autorité*, Actes du colloque de l'École doctorale 461, éd. du CREAM, 2022.
37. « Les enseignements du projet de réforme de la responsabilité civile pour le droit administratif », G. CERQUEIRA et V. MONTEILLET (dir.), in *Le projet de réforme de la responsabilité civile*, Dalloz, coll. « Thèmes et Commentaires », 2021, p. 211.

- 38. « Covid-19 et commande publique : vers un droit des circonstances exceptionnelles ? », in F. VIALLA et P. VIELFAURE (dir.), *Les pouvoirs publics face aux épidémies (de l'Antiquité au XXIe siècle)*, LEH, coll. « à la croisée des regards », 2021.
- 39. « La stabilisation de l'occupation privative du domaine public », in J. BOUSQUET (dir.), *Stabilité et droit administratif*, éd. du CREAM, 2020, p. 251.
- 40. « Pactes sur décision future et principe d'indisponibilité des compétences », in *L'indisponibilité des compétences*, recherche collective, éd. du CREAM 2013, p. 87, en collaboration avec L. PEREZ.

5. NOTES DE JURISPRUDENCE, COMMENTAIRES DE TEXTE ET OBSERVATIONS DANS DES REVUES A COMITE DE LECTURE

- 41. Observations mensuelles à *l'Actualité Juridique – Fonction Publique*, Dalloz, depuis janvier 2023 (105 observations, octobre 2025).
- 42. « L'imputabilité au service de l'accident cardio-vasculaire : extension et évolution du droit commun des accidents de service », note sous CE, 18 juill. 2025, n° 476311, *RFDA* nov.-déc. 2025, à paraître.
- 43. « L'Etat peut-il contracter avec lui-même ? Les limites du recours au contrat par les personnes publiques », note sous CE, 20 mai 2025, *Voies Navigables de France*, n° 491398, *AJDA*, 2025, p. 1544.
- 44. « Les limites du droit à la protection fonctionnelle : l'exemple du fonctionnaire poursuivi devant la Cour des comptes », note sous CE, 29 janv. 2025, *Sté UGGC Avocats*, n° 497840, *JCP Adm.* 2025. 2237.
- 45. « L'accompagnement de gestionnaires publics : un soutien en trompe-l'œil », commentaire de la circulaire du 17 avr. 2025 Accompagner les agents publics mis en cause dans le cadre du régime de responsabilité financière des gestionnaires publics, n° 6478-SG, *AJFP* 2025, p. 294.
- 46. « La contractualisation des travaux supplémentaires d'origine verbale », *AJDA* 2025, p. 982.
- 47. « Droit de se taire dans le cadre d'une procédure disciplinaire : une neutralisation latente ? », note sous CE, section, 19 décembre 2024, n° 490157, *AJFP* 2025, p. 99.
- 48. « Nouvelle précision sur l'articulation des responsabilités contractuelle et quasi-délictuelle. A propos de l'exception de déchéance », note sous CE, 30 déc. 2024, *Chambre d'agriculture de l'Orne et chambre d'agriculture de Région Normandie*, n° 491818, *AJDA* 2025, p. 570.
- 49. « Précisions importantes sur les droits de la défense et le principe non bis in idem en matière de sanction disciplinaire », note sous CE 22 déc. 2023, n° 462455, *AJFP* 2024, p. 108.
- 50. « Heures de cours non remplacés : l'Etat déclaré responsable », note sous TA Cergy-Pontoise, 19 mars 2024, n° 2211429, *Le Club des Juristes*, 19 avr. 2024.
- 51. « Féminisation de la haute fonction publique : une nouvelle loi entre esprit de modération et excès de prudence », *AJFP* 2023, p. 475.
- 52. « Les formes mouvantes de la liberté contractuelle », note sous CE, 16 décembre 2022, *Société Grasse Vacances*, n° 455186 ; *AJDA*, 2023.
- 53. « L'évolution contenue de la relativité contractuelle », note sous CE, 11 oct. 2021, *SMEG*, n° 438872 ; *AJDA*, 2022, p. 642.
- 54. « Concession d'aménagement, transaction et renonciation au paiement des intérêts moratoires », note sous CE, 18 mai 2021, *Communauté d'agglomération de Lens-Lièvin c. Sté Territoires 62*, n° 443153, 443158 ; *AJDA*, 2021 p. 1873.
- 55. « L'application des clauses de règlement des différends du contrat administratif illégal », note sous CE, 10 juill. 2020, *Sté Exelcia*, n° 433643 ; *AJDA* 2020, p. 2207.
- 56. « Nouvelles précisions sur l'étendue de l'office du juge et des moyens opérants en référé contractuel », note sous CE, 27 mai 2020, *Société Clean Building*, n° 435982, *Dr. Adm.* 2020, n° 8-9, comm. 37.

- 57.** « Solidarité et individualité dans le contentieux de la contravention de grande voirie », note sous CE, 10 mars 2020, *Sté Libb* 2, n° 430550, *AJDA* 2020, p. 1423.
- 58.** « Un nouveau cas d'extension de la protection fonctionnelle : le cas des anciens interprètes afghans », note sous CE, ord., 14 déc. 2018, n° 424847, *LPA*, 27 mars 2019, p. 7.
- 59.** « Fonds de commerce et clientèle propre : le point de vue de la Cour de cassation », note sous Cass. 3^{ème} civ., 5 avril 2018, n° 17-10.466, *AJDA* 2018, n° 29, p. 1679.
- 60.** « Confirmation de l'exclusion des médecins remplaçants et des médecins collaborateurs salariés du bénéfice de l'aide complémentaire pour cause de paternité ou de maternité », note sous CE, 30 mai 2018, *Mme. A...*, n° 411785, *Revue Droit et Santé*, 2018, n° 85, p. 768.
- 61.** « Nouveau cas de recours à une réserve d'interprétation transitoire en cas d'abrogation différée », note sur Cons. Constit., décision n° 2018-715 QPC, 22 juin 2018, *Gaz.Pal.* 2018, n° 27, p. 13.
- 62.** « Précisions sur le principe des droits de la défense en cas de licenciement pour insuffisance professionnelle », note sous CE, 26 avril 2018, n° 409324, *LPA* 2018, n° 139, p. 6.
- 63.** « Manquement aux règles de l'art et perte de chance d'échapper à l'aggravation d'un handicap », note sous TA Caen, 13 avril 2018, n° 1601142, *Revue Droit et Santé*, 2018, n° 84, p. 562.
- 64.** « Compétence juridictionnelle et action en garantie d'un centre hospitalier contre le producteur d'un produit de santé défectueux », note sous CE, 15 novembre 2017, n° 403317, *Centre hospitalier de Lannion, Revue Droit et Santé* 2018, n° 82, p. 211.
- 65.** « La clarification des compétences juridictionnelles en matière de reprise d'un salarié par un employeur public », note sous CE, 16 octobre 2017 : n° 391963, *CHR de Metz-Thionville c/M. Consbruck et T. confl.*, 3 juill. 2017, n° 4091, *CHR de Metz Thionville c/M. Consbruck, Revue Droit et Santé* 2017, n° 81, p. 84.
- 66.** « Le juge administratif, l'usager et les centres communaux d'action sociale », note sous CE, 7 juillet 2017 : n° 399977, *Revue Droit et Santé* 2017, n° 80, p. 809.
- 67.** « La pérennité de la théorie des actes détachables : l'exemple de la décision d'approbation », note sous CE, 23 décembre 2016, *ASSECO-CFDT du Languedoc-Roussillon et Association ATTAC Montpellier*, n° 392815 et n° 392819, *Dr. adm.* 2017, n° 3, comm. 14.
- 68.** « Faute contractuelle et faute délictuelle : le rouge ou le noir », note sous CE, sect., 11 juill. 2011, *Mme Gilles*, n° 339409, *JCP Adm.* 2012, n° 17, 2128 en collaboration avec N. HARKET.

6. ENCYCLOPÉDIES

- 69.** « La notion de marché publics », *J.-Cl. Adm.*, fasc. 623, 2020, actualisation 2025.

7. COMMUNICATIONS ORALES

- 70.** Le contentieux des accords collectifs en droit de la fonction publique, Colloque *Les accords collectifs en droit de la fonction publique*, C. Froger, S. Ranc (dir.), Toulouse, 11 juin 2026
- 71.** Laïcité, neutralité et Convention Européenne des Droits de l'Homme, Colloque *120^e anniversaire de la loi du 9 décembre 1905 : état des lieux, état(s) du droit*, Nîmes Université, 11 déc. 2025
- 72.** Mitigating Global Health Disasters through a more Intentional Legal Framework in International Law, *The International Emergency Management Society (Tiems) 2025 hybrid annual conference*, with Ikeoluwa Emmanuella Akinbode, Laura Canali and Gilles Dusserre, Brindisi, Italy, 13 oct. 2025.
- 73.** Approche des risques : vers une évolution de l'office du juge administratif ? colloque *Intelligence artificielle et libertés publiques, Premières rencontres territoriales de droit public*, Maison des avocats, Montpellier, jeudi 24 oct. 2024.

74. Administrative French Court and climate litigation, séminaire *Perspectivas contemporaneas do direito internacional frente a emergencia climatica*, Université Fédérale de Ceara, Brésil, 22 août 2024.
75. Le droit privé administratif en matière contractuelle, colloque *Le droit privé administratif*, A. JACQUEMET-GAUCHE, I. MICHALIS (dir.), Université de Clermont-Ferrand, 11 octobre 2024.
76. Le soutien public aux dépenses publiques locales d'énergie, colloque *Energie et propriété publique*, J.-Ch. ROTOULLIE et F. TARLET (dir.), Université de Montpellier, 19 et 20 septembre 2024.
77. Les sûretés réelles sur le domaine privé, colloque *Le domaine privé et le droit administratif*, P. CAILLE et P. LEVALLOIS (dir.), Université de Lorraine, 30 mars 2023.
78. Les doutes sur la logique de la responsabilité administrative, colloque *Le contentieux climatique : un nouveau procès administratif* ? F.-X. FORT (dir.), Université de Montpellier, 25 mars 2022.
79. L'Etat plateforme et le phénomène de débureaucratisation, Colloque *Données et décisions publiques à l'époque des technologies de l'information et de la communication*, Pr. R. CAVALLO PERIN, D.-U. GALETTA et G. M. RACCA (dir.), Universités de Milan, Turin et Pollenzo, 21,22 et 23 oct. 2021.
80. Les enseignements pour le droit administratif, colloque *Le projet de réforme de la responsabilité civile*, G. CERQUEIRA et V. MONTEILLET (dir.), Nîmes Université, 22 oct. 2021.
81. Le poids économique dans le bilan, Colloque *Les cinquante ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, M. BOUL, J. BOUSQUET, C. MEURANT, M. MORALES et R. RADIGUET (dir.), Université de Perpignan, 30 sept. 2021.
82. Commande publique et crise de la Covid-19, Colloque *Les pouvoirs publics face aux épidémies*, F. VIALA et P. VIELFAURE (dir.), Université de Montpellier, 1,2 et 3 sept. 2021.
83. Le magistère droit public appliqué et la carrière universitaire, Colloque *Les mutations du droit public*, J. BONNET et N. MARTY (dir.), Université de Montpellier, 25 oct. 2019.
84. Autorité de la chose jugée au pénal et contrôle de cassation du Conseil d'État, Colloque *L'autorité organisé par l'École doctorale de l'Université de Montpellier*, 11 juin 2019.
85. Quels régimes de responsabilité administrative en présence d'un contrat administratif ? colloque *Responsabilités et contrats administratifs*, A. JACQUEMET-GAUCHE (dir.), Université Clermont-Auvergne, 23 sept. 2019.

8. PARTICIPATION A DES PROJETS COLLECTIFS

- *Climate Crisis and Preventive Liability: Theoretical Foundations, and Policy Recommendations for the Conceptual Shift in Intergenerational Justice*, L. CANALI, M. PASKY, M. LUKAS (eds), Nîmes Université, University of Graz (Austria), Institut Catholique de Lille, Projet ANR éligible, 2025.
- *L'urgence contentieuse*, L. COUTRON (dir.), CREAM, 2021.
- *La démocratie administrative locale*, F.-X. FORT (dir.), CREAM, 2021.
- *La QPC et les représentants d'intérêt : techniques d'influence et influences sur la technique*, M. CHRISTELLE, B.-L. COMBRADE et Ch.-E. SENAC (dir), *les dix ans de la QPC, Titre VII - hors-série*, oct. 2020 à consulter sur le site du Cons. const.

9. ORGANISATIONS DE COLLOQUES

- Solidarisme et droit constitutionnel, 29 nov. 2024, Nîmes Université, en collaboration avec Th. CARRERE et S. SALLES.

- Les cinquante ans de la jurisprudence *Ville Nouvelle Est*, 30 sept. 2021, *Université de Perpignan*, en collaboration avec M. BOUL, C. MEURANT, M. MORALES et R. RADIGUET.
- L'action publique algorithmique, 9 avr. 2021, *Nîmes Université*, en collaboration avec S. HAMMOUDI et Th. CARRERE.

10. DIRECTIONS DE MEMOIRE DE MASTER 2

2021 – 2022 :

- Règles d'urbanisme et choix politiques ;
- Les difficultés dans la mise en œuvre de la procédure d'expropriation ;
- L'intérêt d'un service commun de conseil juridique au sein du bloc communal. L'exemple de « la plateforme des communes » de Nîmes Métropole dans le domaine de la commande publique ;
- L'évolution des missions des SDIS : implication et effets sur leur gouvernance ;
- Les marchés de partenariat : un moyen pertinent de répondre aux besoins des personnes publiques ? ;
- La pertinence des PETR dans la réalisation des politiques publiques locales ;
- Les dispositifs de subventions publiques : des outils adaptés à la réalisation des projets des communes ? ;
- Les enjeux de l'engagement associatif à l'Union départementale des associations du Gard ;
- La filière sport dans le département des Bouches-du-Rhône ;
- Distinguer le domaine public et le domaine privé communal ;
- La bonne gestion de la voirie communale : un enjeu majeur pour les collectivités territoriales ;
- Délégation de signature et délégation de fonction : le projet de refonte au sein du Département du Gard ;
- Les nouveaux défis juridiques de la gestion des ressources humaines dans les collectivités territoriales. Le cas du département de la Lozère ;
- L'opportunité de créer un service juridique dans un commune de moins de 10 000 habitants. Le cas de la Ville de Bagnols-sur-Cèze ;
- Les collectivités territoriales et le mécénat. L'exemple du projet « Renaissance » à Générac ;

2022 – 2023

- La loi de transformation de la fonction publique : vers la fin du système de carrière ? ;
- La mise en œuvre de la théorie de l'imprévision dans les contrats de la SPL AGATE ;
- La mise en œuvre du RGPD au sein d'un Office Public de l'Habitat ;
- Crise énergétique et collectivités territoriales ;

2023 – 2024

- L'application de l'objectif zéro artificialisation nette : enjeux, difficultés et solutions ;
- L'effectivité du contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales ;
- Le renouvellement urbain. L'exemple du financement de projet par l'ANRU pour la ville de Nîmes ;
- Le service public à la française ;
- Le rôle du référent déontologue au sein des collectivités territoriales ;
- Les obstacles à la mise en œuvre par les institutions de l'Union européenne du pacte vert ;
- L'application du droit des étrangers en préfecture : l'administration confrontée à la judiciarisation croissante de l'immigration ;
- Le rôle de la sous-préfecture auprès des communes dans une zone ultra-rurale ;
- La crise du covid 19, source du droit de la commande publique ? ;

2024 – 2025

- L'utilisation de l'IA dans le contrôle hiérarchisé des dépenses ;

- Les dépenses publiques d'énergie des collectivités territoriales ;
- La participation des Chambres régionales des comptes à la lutte contre le réchauffement climatique ;

DISTINCTIONS

- 2018 Prix de thèse de la Faculté de Droit et de Science Politique de Montpellier.
- 2017 Prix de thèse du tribunal administratif de Montpellier.
- 2013 Prix de mémoire Georges PEQUIGNOT.
- 2012 Lauréat du concours Lexis Nexis – La Semaine Juridique « Décrocher la Une ».